

Suite de la page 7

selon lui, et cela renseigne sur l'état d'esprit de cadre du plus vieux parti du pays. «Ils sont tous mus par des intérêts immédiats ou se faire un nom.» Pour lui, Ali Bounouari, 62 ans (installé depuis 27 ans en Suisse, et cerise sur le gâteau, il est membre du Parti radical suisse), est de ceux-là. Comble des candidats, Ali Zeghdoud du Rassemblement algérien qui ne se manifeste qu'à la faveur d'élections.

Il y a aussi les partis clés en main, à l'image du Taj, selon notre interlocuteur. Bref, cette présidentielle nous réservera encore bien des surprises. Sur ce chapitre des motivations des uns et des autres, il y a beaucoup à dire. «Surenchère» est sans doute l'appréciation qui revient le plus. Pour compenser le déficit de légitimi-

té au sein de leur formation politique ou à défaut d'une assise populaire, certains chefs de parti y ont recours. Bien que étant d'un tout autre gabarit, Ahmed Benbitour, 67 ans, plusieurs fois ministre, ancien chef de gouvernement, intrigue par son engagement : il est le premier à se porter candidat.

Ce général sans armée compte pour fait d'arme son désaccord avec Bouteflika dans une lettre de démission rendue publique, alors, chose inhabituelle dans les us et coutumes de politique algérienne.

A la recherche de soutiens, il fait cause commune dans l'opposition au président sortant. On ne connaît pas vraiment ses motivations, car il reste très secret sur cette question. Cela n'est pas le cas pour Soufiane Djilali, également candidat, qui nous confie :

«En 1990, j'ai abandonné mon laboratoire de biologie en France pour rentrer au pays. Je voulais faire quelque chose dans mon pays.»

Il serait fastidieux de revenir sur le profil de tous les candidats dont le nombre ressemblerait à une liste de signataires d'une pétition !

Il est visible que l'élection prochaine portera la marque de la diversité dans les motivations. Jeunes loups (Jil Jadid), lièvres (Louisa Hanoune, Moussa Touati, Fawzi Rebaïne pour ne citer que ceux-là) ou courtisans zélés (FLN toutes tendances confondues, RND, Taj et bien sûr MPA).

Toutefois, il reste la question de fond : qui émergera dans ce magma ? Quatre tendances se dégageraient : les conservateurs, les démocrates, les islamistes et les indépendants ?

Un consensus autour d'un candidat jouissant d'une autorité morale serait la meilleure porte de sortie de crise, dit-on.

Pour Rachid Grim : «Tous ceux – et ils sont nombreux – qui croient que la présidentielle d'avril 2014 sera différente des autres ; qu'elle sera honnête et transparente ; qu'elle mettra en concurrence des candidats de poids appartenant à des courants politiques différents et représentatif du champ social ; tous ceux-là comprendront qu'une fois encore, ils auront été les victimes de leur naïveté politique».

A suivre absolument...

B. T.
taouchichetbrahim@gmail.com

Kassa Aïssa, ex-membre
du bureau politique du FLN

«Sellekna ya sellak ou sellekna ya Sella.»
Si Bouteflika ne se représente pas l'on cherchera quelqu'un d'autre. S'il se représente, la plupart des candidats se retireront.



Zoubir Arous, sociologue

Nous avons besoin d'un président qui a les faveurs du peuple et non des décideurs, un président qui a un langage de vérité.



Arezki Dahmani, enseignant-chercheur (France)

Pourquoi pas une «femme» comme future présidente de l'Algérie — surtout pour une société dite musulmane. Y aurait-il mieux qu'une femme pour apaiser les rancœurs, pacifier le pays pour le lancer dans une dynamique d'un Etat de droit ? Une femme serait un choix de cœur et de courage du peuple algérien. Seule une femme sera capable d'engager les réformes économiques, politiques et sociétales nécessaires à la modernisation de l'Algérie. Première femme à gouverner un pays de culture et/ou de transition musulmane serait le déclic nécessaire pour réveiller le peuple algérien et moderniser l'islam.

